

Climat: la COP 24 ou le rendez-vous des ambitions minimales

LesEchos.fr 16 décembre 2018 JOEL COSSARDEAUX - RICHARD HIAULT

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0600352763975-climat-la-cop-24-ou-le-rendez-vous-des-ambitions-frileuses-2230345.php>

*Après l'alarme sonnée en octobre par les scientifiques du Giec, des défenseurs du climat réclamaient une réponse forte de la COP24 avec un engagement de tous les pays à réviser à la hausse d'ici 2020 leurs promesses de réductions de gaz à effet de serre. Elle se fera encore attendre. –
Lukasz Kalinowski/REX/SIPA*

A Katowice, les pays signataires de l'accord de Paris sur le climat se sont entendus sur le contenu de son mode d'emploi. Mais ils ne se sont pas engagés à faire plus d'efforts pour répondre à l'urgence climatique.

Les uns diront que cela valait la peine de faire traîner les négociations aussi longtemps, les autres que le résultat n'est pas à la hauteur d'une telle attente. Après plus de 24 heures de prolongations, les quelque 200 pays réunis depuis le 2 décembre à Katowice (Pologne) dans le cadre de la COP 24 sont parvenus à s'entendre sur un texte final décevant par rapport aux objectifs qu'ils s'étaient fixés eux-mêmes il y a trois ans à Paris pour contenir le réchauffement climatique sous les 2 degrés voire 1,5 degré.

Samedi soir, vers 22 heures, Michal Kurtyka, le président polonais de la COP 24, a quand même donné le traditionnel coup de marteau marquant la fin des discussions pour établir le mode d'emploi (« rulebook ») de l'Accord de Paris.

« Le chemin a été long. Mais vous avez fait mille petits pas en avant et vous devez être fiers du travail technique et complexe accompli », s'est-il réjoui devant les délégués des pays.

Le Brésil façon « bad boy »

L'ambition affichée en 2015 à la COP 21 et qui devait monter de plusieurs crans à Katowice se révèle au final bien faible. « *Il faut aller plus loin, continuer sur la voie tracée pour avoir une proposition concrète lors du sommet spécial sur le climat convoqué par le secrétaire général des Nations unies en septembre 2019* », commentait David Levaï, expert climat de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales). Une sorte d'oral de rattrapage avant la prochaine COP qui sera organisée par le Chili au mois de décembre suivant.

« Certaines dispositions auraient dû être plus claires », juge-on au WRI, un centre de recherche sur le climat, où l'on estime que « des points restent irrésolus ». Signe de l'extrême difficulté d'avancer, les négociateurs se sont séparés en remettant à plus tard des décisions essentielles. Ils ont notamment calé sur la réforme des mécanismes de marché liés aux échanges de **crédits carbone**. L'Accord de Paris prévoit en effet la mise en oeuvre de règles universelles destinées à mettre un terme à certains dysfonctionnements comme la double comptabilisation de ces crédits. Une situation dont le Brésil tire avantage depuis de nombreuses années.

Sa délégation aura tout fait pour torpiller la clarification de ce dispositif. Une manoeuvre qui n'est pas passée inaperçue sachant que le nouveau président, Jair Bolsonaro, qui prendra ses fonctions le 1^{er} janvier prochain, **avait un temps envisagé d'emboîter le pas de Donald Trump** en quittant l'Accord de Paris. Le texte approuvé à Katowice renvoie l'examen de cette réforme à la prochaine COP.

Les pays vulnérables sur la touche

Autre déconvenue, le [rapport alarmant du GIEC](#), publié en octobre dernier, devait servir de base de référence pour relever fortement les engagements de réduction de gaz à effet de serre des pays. Les Etats-Unis, alliés à la Russie, le Koweït et l'Arabie Saoudite ont réussi à relativiser la portée de ce document scientifique commandé pour éclairer les décideurs politiques. Même si les Etats ont jusqu'à 2020 pour accroître leurs efforts, il eut été encourageant de les voir anticiper ce mouvement à Katowice.

VIDEO. Changement climatique : est-il trop tard pour agir ?

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0600352763975-climat-la-cop-24-ou-le-rendez-vous-des-ambitions-frileuses-2230345.php>

D'autant que l'urgence est là. Les promesses faites en 2015 amènent la planète vers un réchauffement compris entre 2,7 et 3,5 degrés, loin des 2 degrés, au grand maximum, fixé par l'Accord de Paris. Les Etats les plus vulnérables aux effets du dérèglement climatique n'y trouvent pas leur compte. En plus, la question de l'indemnisation des pertes et des dommages que le réchauffement leur inflige et qu'ils souhaitent voir saisie à bras-le-corps par les pays développés bénéficie d'une simple mention dans le texte de l'accord, sans plus. *« Ce sujet a été abordé pour la première en 2013 en Pologne. Et c'est justement en Pologne, en 2018, qu'il a quasiment disparu »*, déplore Mohamed Adow, responsable climat de Christian Aids.

En quittant Katowice, les pays en développement ne vont pas se sentir beaucoup plus aidés à lutter contre le réchauffement. Les pays riches ont promis d'atteindre 100 milliards de dollars de financement par an à partir de 2020. A Katowice, seule une poignée de pays du Nord ont annoncé de nouvelles contributions.